

# Table des matières

<b>Sommaire</b>	v
<b>Table des abréviations</b>	ix
<b>TITRE I<sup>er</sup></b>	
<b>PROLÉGOMÈNES HISTORIQUES</b>	1
<b>Chapitre 1<sup>er</sup>. Origines et évolution de la réglementation de l'insolvabilité</b>	3
Section 1 <sup>re</sup> – Des origines aux projets de réforme de l'après-guerre : plus d'un siècle de stabilité	3
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La faillite	3
Sous-section 2 – Le sursis de paiement	11
Sous-section 3 – Le concordat préventif et judiciaire	12
Sous-section 4 – La gestion contrôlée	13
Section 2 – Réformes et projets des années 1960 à 1990	14
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Organismes administratifs. Aides publiques	14
Sous-section 2 – Les projets de loi sur la gestion assistée	14
Sous-section 3 – Le projet Eyskens-Gol	16
Sous-section 4 – La proposition Lallemand-Collignon	16
Section 3 – Élaboration des lois du 17 juillet et du 8 août 1997	19
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L'avant-projet Krings et le projet 631	19
Sous-section 2 – La proposition relative au concordat de réorganisation et le projet 1406	20
Sous-section 3 – L'examen et le vote des projets 631 et 1406	22
Sous-section 4 – Les projets 329 et 330	23
ANTHEMIS	1839

Section 4 – De l’aphasie du législateur à sa logorrhée	25
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Un carrousel d’adaptations législatives	25
Sous-section 2 – Le règlement européen relatif aux procédures d’insolvabilité	25
Sous-section 3 – La loi dite <i>de réparation</i> du 4 septembre 2002	26
Sous-section 4 – La loi du 15 juillet 2005 complétant les articles 10 et 46 de la loi sur les faillites	29
Sous-section 5 – La loi du 6 décembre 2005 modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites en ce qui concerne la procédure de vérification des créances	32
Sous-section 6 – La loi du 14 avril 2009	33
Section 5 – Élaboration et ajustement de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises	33
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L’échec du concordat	33
Sous-section 2 – La loi du 31 janvier 2009	34
Sous-section 3 – La loi du 27 mai 2013	39
Sous-section 4 – La loi du 16 juin 2016	42
Section 6 – La réforme du droit de l’insolvabilité de 2017	42
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Une nouvelle étape	42
Sous-section 2 – Traits majeurs, réserves et mérites de la réforme	43
Sous-section 3 – De nouvelles réformes en vue...	46
<b>TITRE II</b>	
<b>L’ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ HORS PRÉTOIRE</b>	49
<b>Chapitre 2. L’encadrement extra-procédural de l’entreprise en difficulté</b>	51
Section 1 <sup>re</sup> – L’entreprise – Notions générales	51
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Définitions et taxinomie	51
§ 1 <sup>er</sup> – Définitions	51
§ 2 – Taxinomie des entreprises	55
A. Classement selon l’activité	55
B. Classement selon la taille	56
C. L’entreprise et ses proches	58

Sous-section 2 – Encadrement général de l'entreprise	60
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	60
§ 2 – Plan financier	61
§ 3 – Moyens propres de départ	63
§ 4 – Inscription à la BCE	64
§ 5 – Gouvernance	67
§ 6 – Comptabilité et gestion financière de l'entreprise	70
Sous-section 3 – Ressources humaines de l'entreprise	73
§ 1 <sup>er</sup> – Travailleurs	73
§ 2 – Conseils et collaborateurs externes	75
Sous-section 4 – Valorisation de l'entreprise	77
Sous-section 5 – Suivi de la santé financière de l'entreprise	79
§ 1 <sup>er</sup> – Principe	79
§ 2 – Méthode d'analyse rapide continue	80
Section 2 – L'entreprise en difficulté	81
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notions. Définitions	81
§ 1 <sup>er</sup> – Approche économique	81
§ 2 – Approche juridique	85
Sous-section 2 – Situations exigeant des mesures de redressement	88
§ 1 <sup>er</sup> – Principes	88
§ 2 – Difficultés de trésorerie. Retards de paiement	88
§ 3 – Facilités d'apurement en cas de difficultés	93
A. Termes et délais	93
B. Article 39 <i>bis</i> de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail	96
C. Protection des entreprises à la fois créancières et débitrices des pouvoirs publics	97
D. Impôts et cotisations sociales	97
§ 4 – Menaces de discontinuité	97
Sous-section 3 – Prescriptions et prohibitions tendant à la continuité	100
§ 1 <sup>er</sup> – Dispositions du Code de droit économique	100
§ 2 – Dispositions du Code des sociétés et des associations	101
A. Conditions de distribution	101
B. Justification de l'application des règles comptables de continuité	105
C. Procédure de la <i>sonnette d'alarme</i>	106
§ 3 – Dispositions du Code des sociétés du 7 mai 1999	108

Sous-section 4 – Obligations des professionnels comptables en vertu de la procédure de la <i>sonnette d'alarme</i>	109
§ 1 <sup>er</sup> – Règles d'application générale	109
§ 2 – Commissaires-réviseurs	113
§ 3 – Les lettres de patronage	115
<b>Chapitre 3. Les pouvoirs publics et les entreprises en difficulté</b>	121
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	121
Section 2 – L'intervention du pouvoir exécutif dans les entreprises en difficulté par le passé	122
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Dépistage administratif et aides publiques avant la régionalisation	122
Sous-section 2 – Interventions régionales de nature préventive	125
Sous-section 3 – Le vœu pieux de l'interaction entre le pouvoir judiciaire et les pouvoirs exécutifs régionaux	126
Section 3 – La réglementation européenne des aides publiques aux entreprises en difficulté	127
Section 4 – Régimes d'aides financières et sociales en vigueur	135
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Protection des entreprises à la fois créancières et débitrices des pouvoirs publics	135
Sous-section 2 – Aides financières régionales aux entreprises en difficulté	138
Sous-section 3 – Aides sociales aux entrepreneurs en difficulté	139
§ 1 <sup>er</sup> – Le <i>droit passerelle</i>	139
§ 2 – Les centres des entreprises en difficulté et les aides au rebond	142
Section 5 – La fabrique et l'application de la loi	144
Sous-section 1 <sup>re</sup> – De la démission du Parlement...	144
Sous-section 2 –... au gouvernement des juges	148

<b>Chapitre 4. La position du fisc et de l'ONSS dans les entreprises en difficulté</b>	159
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	159
Section 2 – Établissement et recouvrement de l'impôt et des cotisations de sécurité sociale	162
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Déclarations obligatoires	162
Sous-section 2 – Établissement des impôts et taxes et des contributions de sécurité sociale	164
§ 1 <sup>er</sup> – Impôts directs	164
§ 2 – TVA	166
§ 3 – Cotisations sociales	167
Sous-section 3 – Sanctions à défaut de paiement	169
Sous-section 4 – Recouvrement d'impôts sur les revenus et de taxes sur la valeur ajoutée	170
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	170
§ 2 – Le Code du recouvrement amiable et forcé	172
§ 3 – Régime fiscal antérieur à l'entrée en vigueur du CRAF	176
§ 4 – La conciliation fiscale	179
Sous-section 5 – Recouvrement en matière de cotisations sociales	180
Section 3 – Facilités de paiement susceptibles d'être obtenues indépendamment de toute procédure de réorganisation	181
Section 4 – Prérogatives de l'administration fiscale et de l'ONSS exorbitantes du droit commun, en vue du recouvrement des impôts sur les revenus, des précomptes, de la TVA et des cotisations sociales	185
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	185
Sous-section 2 – Prérogatives d'application générale	186
§ 1 <sup>er</sup> – Pouvoirs d'investigation	186
§ 2 – Affectation des sommes à restituer ou à payer au redevable	187
§ 3 – Imputation du paiement effectué par le contribuable	188
§ 4 – Saisie-arrêt simplifiée	189
§ 5 – Hypothèque légale	191
§ 6 – Cautions et garanties	191
§ 7 – Fermeture des établissements	191
ANTHEMIS	1843

§ 8 – Aliénations et affectations hypothécaires d'immeubles, navires ou bateaux. Ventes mobilières	192
§ 9 – Cession de tout ou partie de l'entreprise. Opposabilité différée. Responsabilité solidaire	193
§ 10 – Sociétés de liquidités. Cession de participation	194
§ 11 – Responsabilité solidaire pour dettes fiscales et sociales d'un entrepreneur	195
§ 12 – Exclusion des débiteurs de dettes fiscales ou sociales des marchés publics	198
Sous-section 3 – Dispositions dérogatoires au droit commun de l'insolvabilité	198
§ 1 <sup>er</sup> – Privilèges et dettes de masse	198
§ 2 – Le maintien du droit d'inscription de l'hypothèque légale nonobstant tout concours	200
§ 3 – Le maintien de la responsabilité solidaire pour dettes fiscales et sociales d'un entrepreneur en cas de faillite	201
§ 4 – Le maintien de l'affectation des sommes à restituer ou à payer au redevable	201
§ 5 – Responsabilités des dirigeants d'entreprise. Déplafonnement	203
Section 5 – La position de l'administration fiscale et de l'ONSS face aux mesures tendant à la continuité des entreprises	203
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Sous le régime du concordat judiciaire	203
Sous-section 2 – Sous le régime de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises	206
Sous-section 3 – La loi du 27 mai 2013	210
Sous-section 4 – Les nouvelles mesures de faveur des lois du 11 août 2017 et du 13 avril 2019	212
§ 1 <sup>er</sup> – Article XX.58 CDE	212
§ 2 – L'exception au principe de la suspension des voies d'exécution après le dépôt de la requête en faveur des créanciers pouvant établir une sûreté légale ou conventionnelle	216
§ 3 – L'exception au principe de la suspension des voies d'exécution après le dépôt de la requête pour les ventes forcées fixées dans les deux mois	217
§ 4 – Le retour du maintien de la responsabilité solidaire en cas de procédure de réorganisation judiciaire	217

Section 6 – Réductions de valeur	218
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Impôt sur les revenus	218
Sous-section 2 – TVA	219
<b>Chapitre 5. Droits de poursuite et égalité des créanciers</b>	<b>221</b>
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	221
Section 2 – Principes généraux	
du droit de poursuite des créanciers	221
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Dispositions légales	221
Sous-section 2 – Sûretés, privilèges et mécanismes préférentiels. Notions	222
Sous-section 3 – Sujétion uniforme des biens du débiteur	224
§ 1 <sup>er</sup> – Principe	224
§ 2 – Exceptions. Insaisissabilités et immunités	227
Section 3 – Validité et opposabilité des actes	233
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Validité et date des actes	233
Sous-section 2 – Opposabilité des actes	236
§ 1 <sup>er</sup> – Opposabilité des effets externes des conventions	236
§ 2 – Opposabilité des effets internes des conventions : la connexité	244
Section 4 – L'égalité des créanciers	248
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notion	248
Sous-section 2 – L'article 8 LH	251
Sous-section 3 – Le concours	252
Sous-section 4 – L'égalité constitutionnelle	256
Section 5 – Les mécanismes préférentiels	258
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	258
Sous-section 2 – Les actions directes	259
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	259
§ 2 – L'action directe de l'article 1798 du Code civil	260
§ 3 – Les actions directes en matière de créances fiscales et de cotisations sociales	272
Sous-section 3 – Garanties conventionnelles	272
§ 1 <sup>er</sup> – Vue générale	272
§ 2 – <i>Socol et Sart-Tilman</i>	274
§ 3 – Les développements législatifs et jurisprudentiels ultérieurs favorables à l'opposabilité	278

§ 4 – Les déclarations des représentants de la Cour de cassation au Sénat en janvier 2004	280
§ 5 – Évolutions jurisprudentielles et doctrinales ultérieures	281
§ 6 – La loi relative à la continuité des entreprises	283
§ 7 – L'arrêt de cassation du 3 décembre 2010 sur le transfert fiduciaire de créance : une anticipation sur la législation	284
§ 8 – Une controverse persistante	285

### **TITRE III PRINCIPES GÉNÉRAUX DES PROCÉDURES D'INSOLVABILITÉ**

291

<b>Chapitre 6. La notion d'entreprise et les autres notions du livre XX</b>	293
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	293
Section 2 – La notion d'entreprise	294
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	294
Sous-section 2 – Analyse	298
§ 1 <sup>er</sup> – Les indépendants	299
§ 2 – Les personnes morales	308
§ 3 – Organisations sans personnalité juridique	316
Sous-section 3 – Critiques	326
§ 1 <sup>er</sup> – Travaux parlementaires	327
§ 2 – Considérations doctrinales	328
Section 3 – Définition des autres notions usitées dans le livre XX	331
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	331
Sous-section 2 – Définitions générales	331
Sous-section 3 – Définitions propres au livre XX	333
§ 1 <sup>er</sup> – Article I.22 CDE	333
§ 2 – Éclairage complémentaire de certaines définitions du livre XX	336



<b>Chapitre 7. Principes généraux – Champ d’application –</b>	
<b>Procédure – Registre – Praticiens de l’insolvabilité</b>	349
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	349
Section 2 – Champ d’application	349
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	349
Sous-section 2 – Règles particulières à certaines entreprises	350
§ 1 <sup>er</sup> – Professions libérales	350
§ 2 – Secteur financier	355
§ 3 – Associés à responsabilité illimitée	356
Sous-section 3 – Justification de l’extension du champ d’application	358
§ 1 <sup>er</sup> – En général	358
§ 2 – Aux associations sans but lucratif	360
§ 3 – Aux organisations sans personnalité juridique	360
Section 3 – Règles de procédure	366
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	366
Sous-section 2 – Décisions non susceptibles d’opposition ou d’appel	368
Sous-section 3 – Début des délais de recours	372
Sous-section 4 – Inapplicabilité des articles 50, alinéa 2, 55 et 56 du Code judiciaire	375
Sous-section 5 – Intervention volontaire	375
Sous-section 6 – Actions en matière de faillites. Mise à la cause des curateurs	379
Sous-section 7 – Signature des requêtes unilatérales en matière de réorganisation judiciaire	380
Sous-section 8 – Production de pièces. Habilitation du juge-délégué et du juge-commissaire	380
Sous-section 9 – Mesures d’office d’instruction des procédures	381
Sous-section 10 – Actes de procédure. Communication via le Registre central de la solvabilité. Validité de l’acte numérique	382
Sous-section 11 – Compétence d’attribution des tribunaux	385
Sous-section 12 – Langue de la procédure	389

Section 4 – Registre central de la solvabilité	391
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Organisation et fonctionnement	391
Sous-section 2 – Accès aux données. Confidentialité	394
Sous-section 3 – Financement	395
Section 5 – Praticiens de l'insolvabilité	397
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Innovations	397
Sous-section 2 – Choix	397
Sous-section 3 – La liste des praticiens de l'insolvabilité	398
Sous-section 4 – Dispositions particulières concernant les copraticiens	400
Sous-section 5 – Incompatibilités	401
Sous-section 6 – Fin du mandat. Remplacement. Désignation supplémentaire	402
Sous-section 7 – Frais et honoraires	404
§ 1 <sup>er</sup> – Principes généraux	404
§ 2 – Honoraires et frais des curateurs	405
§ 3 – Honoraires et frais des autres praticiens de l'insolvabilité	414
Section 6 – Autres principes transversaux	416
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La responsabilité des magistrats	416
Sous-section 2 – L'intervention du ministère public dans les procédures d'insolvabilité	418
<b>TITRE IV</b>	
<b>LES MESURES PRÉVENTIVES ET PROVISOIRES</b>	421
<b>Chapitre 8. L'action préventive des chambres des entreprises en difficulté</b>	423
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	423
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contextualisation	423
Sous-section 2 – Faillite d'office et dépistage sous le régime de la loi de 1851	425
Sous-section 3 – L'institutionnalisation du dépistage et des enquêtes commerciales par la réforme de 1997	429
Sous-section 4 – La loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises et son ajustement	430
§ 1 <sup>er</sup> – La loi du 31 janvier 2009	430

§ 2 – La loi du 27 mai 2013	430
Sous-section 5 – La loi du 17 mai 2017	431
Sous-section 6 – Les innovations du livre XX	431
Section 2 – La collecte des données	434
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Le principe de la collecte	434
Sous-section 2 – Les clignotants	437
§ 1 <sup>er</sup> – Les clignotants légaux	437
§ 2 – Les autres indices	441
Section 3 – Les chambres des entreprises en difficulté	443
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Institution et missions	443
Sous-section 2 – Fonctionnement. Vue d'ensemble	447
Sous-section 3 – Règles procédurales	450
Sous-section 4 – Clôture de l'examen	456
Sous-section 5 – Recours	458
Sous-section 6 – Responsabilités	458
Section 4 – La confidentialité du dossier	458
Section 5 – Effets de la comparution sur la responsabilité des dirigeants et des tiers	461
Section 6 – En guise de conclusion	463
<b>Chapitre 9. Les mesures provisoires préventives – Mandataires de justice, administrateurs provisoires et administrateurs au dessaisissement provisoire</b>	467
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	467
Section 2 – La désignation de mandataires de justice en cas de manquements menaçant la continuité	470
Section 3 – La désignation d'administrateurs provisoires dans les réorganisations judiciaires	475
Section 4 – Le dessaisissement provisoire lorsque les conditions de la faillite paraissent réunies	479
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble. Antécédents	479
§ 1 <sup>er</sup> – Principe et objectifs	479
§ 2 – La disposition légale	479
§ 3 – La genèse de la disposition	481

Sous-section 2 – La réglementation actuelle du dessaisissement provisoire dans le livre XX	486
§ 1 <sup>re</sup> – Conditions	486
§ 2 – Compétence et procédure	487
§ 3 – Effets du dessaisissement dans le temps	488
§ 4 – Effets du dessaisissement sur le patrimoine	489
§ 5 – Mission des administrateurs au dessaisissement provisoire	491
Section 5 – Dispositions communes aux articles XX.30, XX.31 et XX.32 CDE	493
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Liberté de choix des mandataires de justice, administrateurs provisoires et administrateurs au dessaisissement provisoire	493
Sous-section 2 – Publicité	494
Sous-section 3 – Recours	495
Sous-section 4 – Honoraires et frais	495
Sous-section 5 – Responsabilité	497
<b>Chapitre 10. Médiateur d'entreprise et accord amiable</b>	499
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	499
Section 2 – Le médiateur d'entreprise	499
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	499
Sous-section 2 – Le régime actuel de la médiation d'entreprise	502
Section 3 – L'accord amiable extraprocédural	507
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	507
Sous-section 2 – Le régime actuel de l'accord amiable	510
Section 4 – Secret des affaires. Liberté de la presse et des agences d'informations financières	516
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contextualisation	516
Sous-section 2 – L'expérience française	517
Sous-section 3 – La situation en Belgique	521

<b>TITRE V</b>	
<b>LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE</b>	525
<b>Chapitre 11. Caractéristiques et conditions de la réorganisation judiciaire</b>	527
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	527
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	527
Sous-section 2 – Innovations	528
Section 2 – Genèse et philosophie de la réorganisation judiciaire	530
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Difficultés d’ajustement de l’emploi : l’expérience de la crise des années 1970 et les directives européennes de 1977 et 2001	530
Sous-section 2 – L’avènement de la loi du 31 janvier 2009	531
Sous-section 3 – Le livre XX et la directive sur la seconde chance	532
Section 3 – La nature du transfert d’entreprise au regard de la directive 2001/23/CE et son avenir	533
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La conception des initiateurs de la loi du 31 janvier 2009	533
Sous-section 2 – Les arrêts du 27 juin 2017 et 16 mai 2019 de la CJUE	537
Sous-section 3 – La procédure de réorganisation judiciaire a-t-elle encore un avenir ?	544
Section 4 – Les conditions de fond d’accès à la procédure de réorganisation judiciaire	547
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La qualité de <i>débiteur</i>	547
Sous-section 2 – Menace de discontinuité. Possibilité de redressement ou de relance	548
Sous-section 3 – Appréciation de la menace de discontinuité et de la possibilité de redressement ou de relance	553
Section 5 – Les conditions de recevabilité de la demande en réorganisation judiciaire	560
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La requête et ses annexes	560
Sous-section 2 – Assistance d’un professionnel comptable	566
Section 6 – Conditions de comportement.	
Sanctions pénales	574
ANTHEMIS	1851

<b>Chapitre 12. L'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire</b>	577
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	577
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	577
Sous-section 2 – Principales innovations	577
Section 2 – Compétence, saisine et effets de la demande en réorganisation	578
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Compétence. Rappel	578
Sous-section 2 – Demande du débiteur	578
Sous-section 3 – Demande du procureur du Roi ou de tiers	583
Sous-section 4 – Effets de la demande	588
§ 1 <sup>er</sup> – Demande du débiteur	588
§ 2 – Demande du ministère public ou d'intéressés	595
Section 3 – Le jugement statuant sur la demande de réorganisation judiciaire	596
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Instruction de la cause	596
Sous-section 2 – Le jugement qui ouvre la procédure de réorganisation judiciaire	598
§ 1 <sup>er</sup> – Teneur	598
§ 2 – Publicité	599
§ 3 – Effets	602
Sous-section 3 – Le jugement qui rejette la demande de réorganisation judiciaire	603
Section 4 – Les voies de recours	603
<b>Chapitre 13. Les organes de la réorganisation judiciaire</b>	607
Section 1 <sup>re</sup> – Le médiateur d'entreprise et les mandataires de justice	607
Section 2 – Le juge délégué	607
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La position du juge délégué en général	607
Sous-section 2 – Communication avec le débiteur ou des tiers. Production de pièces	612
Sous-section 3 – Formalités, missions spécifiques et habilitations	615
Sous-section 4 – Rapports à l'audience	617

Sous-section 5 – Insolvabilités transfrontalières, intracommunautaires ou extracommunautaires	619
Sous-section 6 – Recours et responsabilités	619
Section 3 – Le président du tribunal	620
Section 4 – Le tribunal de l’insolvabilité	620
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Mission du tribunal dans la procédure de réorganisation	620
Sous-section 2 – Compétence	624
Sous-section 3 – Procédure	625
Section 5 – Le tribunal du travail	629
Section 6 – Le procureur du Roi	629
Section 7 – Le greffier	631
<b>Chapitre 14. La situation du débiteur, des créanciers et des travailleurs dans la réorganisation judiciaire</b>	<b>635</b>
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	635
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	635
Sous-section 2 – Innovations	636
Section 2 – Le débiteur et ses coobligés ou cautions	637
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Liberté d’action du débiteur à la tête de l’entreprise	637
Sous-section 2 – Facilités prévues par la loi	638
Sous-section 3 – Consultation du débiteur	640
Sous-section 4 – Devoirs du débiteur	641
Sous-section 5 – Coobligés et sûretés personnelles	642
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	642
§ 2 – (Ex-)conjoint et (ex-)cohabitants	642
§ 3 – Codébiteurs, cautions et autres sûretés personnelles	643
Section 3 – Les créanciers	647
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Périmètre des créances sursitaires	647
Sous-section 2 – Absence de concours ou de restrictions implicites aux droits des créanciers	652
Sous-section 3 – Suspension des voies d’exécution et de conservation	654
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d’ensemble	654
§ 2 – Voies d’exécution	655
§ 3 – Saisies	657

Sous-section 4 – Dispositions légales spécifiques en faveur des créanciers ou de la continuité	660
§ 1 <sup>er</sup> – Faculté d'inscrire une sûreté légale ou conventionnelle	660
§ 2 – Exception pour les ventes forcées fixées dans les deux mois du dépôt de la requête	662
§ 3 – Créances spécifiquement gagées	663
§ 4 – Paiements de dettes sursitaires ou de dettes non sursitaires	665
§ 5 – Exclusion de références aux créances sursitaires dans les marchés publics	665
§ 6 – Actions directes	666
§ 7 – Compensation	667
§ 8 – Clauses d'indemnisation forfaitaire	669
Sous-section 5 – Contrats en cours	670
§ 1 <sup>er</sup> – Principes	670
§ 2 – La genèse des dispositions de l'article XX.56 CDE	672
§ 3 – Application	673
Sous-section 6 – Propriétaires et vendeurs	683
§ 1 <sup>er</sup> – Le créancier-propriétaire	683
§ 2 – Autres créanciers de restitution d'un corps certain	684
§ 3 – Droits du vendeur	685
Sous-section 7 – Droit des titulaires de créances intangibles et de créances non sursitaires	686
§ 1 <sup>er</sup> – Travailleurs, créanciers d'aliments ou de dommages et intérêts liés à un décès ou une atteinte physique, amendes pénales	686
§ 2 – Créances postérieures à l'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire	687
§ 3 – Prestations effectuées par les cocontractants pendant le sursis	687
Sous-section 8 – Droits des créanciers en matière d'information et de participation à la procédure	690
Section 4 – Les travailleurs	692
<b>Chapitre 15. La phase préparatoire de la réorganisation judiciaire</b>	695
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	695
Section 2 – Désignation d'administrateurs provisoires ou de mandataires de justice	696



Section 3 – Prorogation, fin anticipée et expiration du délai du sursis	696
Section 4 – Changement d’objectif de la procédure	699
Section 5 – Renonciation à la demande de réorganisation judiciaire	700
Section 6 – Fin anticipée de la procédure de réorganisation judiciaire	701
Section 7 – Paiement volontaire. Opposabilité des paiements	703
Section 8 – Déclaration et vérification des créances	705
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	705
Sous-section 2 – Déclaration des créances par le débiteur en réorganisation	706
Sous-section 3 – Formes, délais et jugement des contestations de créances en cas de procédure de réorganisation par accord collectif	707
Sous-section 4 – Contestations de créances en cas de transfert sous autorité de justice	710
<b>Chapitre 16. La réorganisation judiciaire par accord amiable</b>	711
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	711
Section 2 – Le régime de la réorganisation judiciaire par accord amiable	712
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	712
Sous-section 2 – Réglementation	712
Sous-section 3 – Effets de l’accord amiable	717
<b>Chapitre 17. La réorganisation judiciaire par accord collectif</b>	719
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	719
Section 2 – La confection du plan de réorganisation	720
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principe	720
Sous-section 2 – Teneur	721
Sous-section 3 – La partie descriptive	721
Sous-section 4 – La partie prescriptive	723
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d’ensemble	723

§ 2 – Mentions obligatoires et mesures prohibées ou expressément autorisées	725
§ 3 – Créanciers publics	734
§ 4 – Créanciers sursitaires extraordinaires	735
§ 5 – Considérations conclusives	737
Section 3 – La différenciation entre créanciers	740
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes	740
Sous-section 2 – Conditions des différenciations	745
Sous-section 3 – Exemples de différenciations	748
Section 4 – L’audience consacrée au vote et à l’homologation	755
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les préalables	755
Sous-section 2 – Les participants au scrutin	756
Sous-section 3 – Le déroulement de l’audience	764
Sous-section 4 – Contestations	766
Section 5 – Le jugement statuant sur l’homologation	767
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les conditions de l’homologation	767
Sous-section 2 – Faculté d’amendement du plan	770
Sous-section 3 – Le jugement statuant sur la demande d’homologation	771
Sous-section 4 – Effets de l’homologation ou de son refus	771
Sous-section 5 – Recours contre le jugement statuant sur l’homologation	774
Sous-section 6 – L’effet suspensif de l’appel du jugement qui refuse l’homologation	776
Sous-section 7 – L’examen de l’appel	777
Section 6 – L’exécution du plan de réorganisation et sa révocation	777
<b>Chapitre 18. La réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice</b>	781
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	781
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	781
Sous-section 2 – Innovations	782

Section 2 – Conditions et ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire. Dispositions légales spécifiques au transfert sous autorité de justice	785
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Dispositions spécifiques relatives au maintien d’activités	785
Sous-section 2 – Personnes susceptibles de requérir l’ouverture de la procédure de transfert sous autorité de justice	785
Sous-section 3 – Le jugement sur la demande d’ouverture de la procédure de réorganisation par transfert sous autorité de justice	786
Section 3 – Période préparatoire au transfert. Mission du mandataire chargé du transfert	788
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Mission. Généralités	788
Sous-section 2 – Prorogation du sursis	789
Sous-section 3 – Premiers rapports avec le juge délégué, le débiteur, les travailleurs et les collaborateurs externes de l’entreprise	790
Sous-section 4 – Recherche et négociation d’offres	791
§ 1 <sup>er</sup> – Aperçu général	791
§ 2 – Négociation avec les offrants	796
§ 3 – Mesures légales anti-abus. Garanties de concurrence. Date butoir. Offres fermes	797
§ 4 – <i>Autocession. Sterfhuisconstructie. Phoenix companies. Pre-pack insolvency</i>	800
Sous-section 5 – Sélection des offres	802
§ 1 <sup>er</sup> – Critères	802
§ 2 – Sélection par le tribunal	806
Section 4 – Le volet social	807
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Article XX.86 CDE	807
Sous-section 2 – La CCT n° 102	808
Section 5 – Le jugement statuant sur la demande d’autorisation de vente	812
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Formes de la demande	812
Sous-section 2 – Fixation de l’audience. Convocations. Rapport du juge délégué	812
Sous-section 3 – Le jugement d’autorisation	815
Sous-section 4 – Recours contre le jugement statuant sur la demande d’autorisation de vente	818
ANTHEMIS	1857

Section 6 – La réalisation du transfert et ses effets	820
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Modalités des ventes	820
Sous-section 2 – Effets des ventes	821
§ 1 <sup>er</sup> – Pour le débiteur	821
§ 2 – Pour les créanciers	821
§ 3 – Pour les travailleurs	822
§ 4 – Pour le repreneur	822
Sous-section 3 – Répartition du produit de la vente	823
§ 1 <sup>er</sup> – Hors faillite ou liquidation judiciaire	823
§ 2 – En cas de faillite ou de liquidation volontaire	824
Section 7 – La clôture de la procédure	825
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Clôture anticipée par suite de faillite ou de liquidation judiciaire	825
Sous-section 2 – Clôture après l'exécution complète de la mission du mandataire chargé du transfert	825
Section 8 – L'effacement	826

## TITRE VI

### LA FAILLITE

<b>Chapitre 19. Caractéristiques et conditions de la faillite</b>	831
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	831
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notion. Caractéristiques	831
Sous-section 2 – Innovations	836
Section 2 – Fonctions de la faillite	837
Section 3 – Conditions de la faillite	842
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	842
Sous-section 2 – Principes généraux d'appréciation des conditions de la faillite	843
Sous-section 3 – La qualité de débiteur	846
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d'ensemble	846
§ 2 – Situations particulières	847
Sous-section 4 – La cessation de paiement persistante et l'ébranlement du crédit	852
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	852
§ 2 – Le débat préalable à la loi du 8 août 1997 sur les conditions de la faillite	853
§ 3 – Contours de la notion	856

§ 4 – Personnes morales en liquidation	860
Section 4 – Le syndrome de la faillite	865
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Signes et indices	865
Sous-section 2 – Appréciation <i>in concreto</i>	868
<b>Chapitre 20. L’ouverture de la faillite</b>	871
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	871
Section 2 – Compétence	872
Section 3 – Saisine	874
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d’ensemble	874
Sous-section 2 – L’aveu	874
Sous-section 3 – La demande en faillite	883
Section 4 – Le jugement déclaratif	886
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L’instruction de la cause	886
Sous-section 2 – Teneur du jugement déclaratif	889
§ 1 <sup>er</sup> – Mentions obligatoires	889
§ 2 – Mentions facultatives	890
Sous-section 3 – Publicité du jugement déclaratif	892
Sous-section 4 – Exécution et effets du jugement déclaratif	895
Section 5 – Les voies de recours	898
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Modalités de recours	898
Sous-section 2 – Délais de recours	900
Sous-section 3 – Procédure	902
Sous-section 4 – Date à considérer	904
Sous-section 5 – Ouverture de la faillite en degré d’appel	904
Section 6 – Conséquences du rapport de la faillite	907
<b>Chapitre 21. Le dessaisissement et la formation de la masse</b>	913
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	913
Section 2 – Le dessaisissement et la masse. Notions	914
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Le dessaisissement	914
Sous-section 2 – La masse	918
Section 3 – Opposabilité à la masse des actes du failli antérieurs au dessaisissement	920

Section 4 – Consistance de la masse active	925
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes	925
Sous-section 2 – Exceptions et réserves	925
Sous-section 3 – Cas particuliers	927
Section 5 – Consistance de la masse passive	933
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes généraux	933
Sous-section 2 – La cristallisation du passif	934
§ 1 <sup>er</sup> – Principe	934
§ 2 – La déchéance du terme	935
§ 3 – L'arrêt du cours des intérêts	937
§ 4 – Fixation du montant de la créance au jour de la faillite	941
<b>Chapitre 22. Le curateur</b>	947
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule. Innovations	947
Section 2 – Le choix des curateurs	950
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Désignation et remplacement	950
Sous-section 2 – La liste des curateurs	953
Sous-section 3 – Incompatibilités	959
Sous-section 4 – Les curateurs <i>ad hoc</i>	963
Section 3 – Mission, pouvoirs et moyens d'action des curateurs	964
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes	964
Sous-section 2 – Mission	966
§ 1 <sup>er</sup> – Devoirs prescrits spécifiquement	966
§ 2 – Devoir général d'administration et de gestion	971
§ 3 – Limites et monopole : intérêts communs	972
Sous-section 3 – Pouvoirs	978
§ 1 <sup>er</sup> – Nature des pouvoirs. Position juridique des curateurs	978
§ 2 – Actes soumis à autorisation ou prohibés	982
Sous-section 4 – Moyens d'action des curateurs	982
Sous-section 5 – Début et fin des fonctions des curateurs	985
Section 4 – Responsabilité des curateurs	985
Section 5 – Honoraires, frais et débours relatifs à la vente de biens grevés. Calcul et imputation	990
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Position du problème	990

Sous-section 2 – Vente d’immeubles grevés	992
Sous-section 3 – Vente d’autres actifs grevés	993
<b>Chapitre 23. Les autres organes de la faillite</b>	995
Section 1 <sup>re</sup> – Le juge commissaire	995
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Préambule	995
Sous-section 2 – Désignation	997
Sous-section 3 – Mission et responsabilités	999
Sous-section 4 – Moyens d’action du juge-commissaire	1007
Sous-section 5 – Ordonnances	1008
Section 2 – Le président du tribunal	1009
Section 3 – Le tribunal de l’entreprise	1010
Section 4 – Le procureur du Roi	1018
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Antécédents	1018
§ 1 <sup>er</sup> – La réforme de 1997	1018
§ 2 – La réforme de 2017	1020
Sous-section 2 – Mission et responsabilités	1021
Section 5 – Le greffier	1024
Section 6 – L’expert-gardien et les conseils techniques	1026
<b>Chapitre 24. Le failli</b>	1029
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1029
Section 2 – Effets du jugement déclaratif sur le failli	1031
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1031
Sous-section 2 – Droits du failli sauvegardés	1031
Sous-section 3 – Biens exclus de l’actif de la faillite	1034
§ 1 <sup>er</sup> – Principes	1034
§ 2 – Biens acquis en vertu d’une cause antérieure à la faillite	1034
§ 3 – Biens acquis en vertu d’une cause postérieure à la faillite	1037
§ 4 – Aides sociales	1039
§ 5 – Statut des actifs échappant au dessaisissement	1040
Sous-section 4 – Droits conférés au failli envers la faillite	1041
Sous-section 5 – Obligations du failli et restrictions à ses droits personnels	1044
Sous-section 6 – Sociétés et autres personnes morales faillies	1047
ANTHEMIS	1861

Section 3 – Effets de la faillite à l'égard du conjoint	1053
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1053
Sous-section 2 – Principes généraux. Composition des patrimoines et droits des créanciers en général	1054
Sous-section 3 – Droits de la masse à l'égard du conjoint du failli	1059
Sous-section 4 – Droits du conjoint	1062
Sous-section 5 – Situation des cohabitants	1065
Section 4 – L'effacement	1065
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La genèse de la disposition	1065
Sous-section 2 – Conditions et procédure	1070
Sous-section 3 – Effets de l'effacement	1072
Section 5 – La réhabilitation	1075
<b>Chapitre 25. Les créanciers dans la faillite</b>	1077
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1077
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Classification des créanciers. Notions	1077
Sous-section 2 – Les innovations du livre XX	1078
Section 2 – Restrictions découlant de la faillite aux actions des créanciers	1079
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	1079
Sous-section 2 – Restrictions communes à tous les créanciers au jour de la faillite	1080
§ 1 <sup>er</sup> – Arrêt des poursuites individuelles contre le failli	1080
§ 2 – Suspension des saisies conservatoires ou exécutoires	1083
Sous-section 3 – Situation après le dépôt du premier procès-verbal de vérification des créances : liberté d'exécution du créancier hypothécaire premier inscrit et des créanciers titulaires de sûretés et de privilèges spéciaux sur meubles	1089
§ 1 <sup>er</sup> – Créancier hypothécaire premier inscrit	1089
§ 2 – Créanciers titulaires de sûretés et de privilèges spéciaux sur meubles	1089
Section 3 – Règles particulières à certains créanciers	1091
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1091
Sous-section 2 – Codébiteurs et constituants de sûretés personnelles	1092
§ 1 <sup>er</sup> – Sûretés personnelles non déclarées par le créancier bénéficiaire	1092



§ 2 – Sûretés personnelles déclarées	1093
§ 3 – Autres codébiteurs et constituants de sûretés personnelles	1096
Sous-section 3 – Créanciers gagistes et privilégiés sur les meubles	1100
Sous-section 4 – Créanciers hypothécaires et privilégiés sur les immeubles	1102
Section 4 – Règles relatives aux revendications	1104
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les dispositions légales	1104
Sous-section 2 – Revendication des biens détenus par ou pour le failli	1105
§ 1 <sup>er</sup> – Biens détenus par le failli	1105
§ 2 – Titres remis à l'encaissement	1107
§ 3 – Marchandises consignées au failli	1108
§ 4 – Droits du vendeur. Revendication des marchandises vendues au failli	1108
Section 5 – Règles relatives aux effets de la faillite sur les contrats en cours	1112
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1112
§ 1 <sup>er</sup> – Le sort du contrat sous le régime de la loi du 18 avril 1851	1112
§ 2 – L'article 46 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites	1113
§ 3 – L'évolution de la jurisprudence après la réforme de 1997	1114
§ 4 – L'apport de la loi du 15 juillet 2005	1118
§ 5 – Les innovations de la loi du 11 août 2017	1118
Sous-section 2 – Sort des contrats en cours	1120
§ 1 <sup>er</sup> – Principes	1120
§ 2 – Contrats en cours prenant fin du fait de la faillite	1121
§ 3 – Contrats en cours subsistant à la faillite	1124
A. L'option des curateurs	1124
B. Le prix de la résiliation <i>sui generis</i>	1127
Sous-section 3 – Effet de l'exécution des contrats par les curateurs	1128
Sous-section 4 – Effet de l'inexécution des contrats. Droits des cocontractants du failli	1129
§ 1 <sup>er</sup> – Prologue	1129
§ 2 – L'exception d'inexécution	1130
ANTHEMIS	1863

§ 3 – Le droit de rétention	1132
§ 4 – L'exception de compensation	1132
§ 5 – La résolution	1143
Sous-section 5 – Obligations survivant au contrat	1144
Section 6 – Contrats particuliers	1144
Section 7 – Aspects fiscaux	1148
Section 8 – Les droits des créanciers à l'information, la consultation et la participation dans le cadre de la liquidation	1148
<b>Chapitre 26. Les travailleurs dans la faillite</b>	1151
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1151
Section 2 – Les droits des travailleurs à l'information, à la consultation et à l'intervention et leurs obligations dans la procédure de faillite	1153
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Information et consultation	1153
Sous-section 2 – Intervention	1154
Sous-section 3 – Les obligations des travailleurs	1156
Section 3 – Le sort du contrat de travail	1156
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1156
Sous-section 2 – L'option du curateur	1157
Sous-section 3 – Dispositions spécifiques	1158
Sous-section 4 – Le droit aux documents sociaux	1158
Sous-section 5 – Le droit à la prépension	1160
Section 4 – Le transfert d'entreprise	1161
Section 5 – La créance des travailleurs dans la faillite en cas de licenciement. Éléments constitutifs	1165
Sous-section 1 <sup>re</sup> – La rémunération des travailleurs	1165
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	1165
§ 2 – Avantages constituant un élément de la rémunération	1166
§ 3 – Éléments exclus de la notion de rémunération	1168
Sous-section 2 – L'indemnité de rupture. Calcul	1170
Sous-section 3 – L'indemnité de fermeture	1172
Sous-section 4 – L'indemnité de reclassement	1175
Sous-section 5 – L'indemnité spéciale pour les travailleurs protégés	1176

Section 6 – Le paiement des sommes dues aux travailleurs	1177
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Obligation de déclaration de la créance	1177
Sous-section 2 – Les privilèges des travailleurs	1178
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1178
§ 2 – Les bénéficiaires	1178
§ 3 – La créance garantie	1178
§ 4 – Étendue des privilèges	1183
§ 5 – Contestations	1184
Section 7 – L'intervention du Fonds d'indemnisation	1184
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble de la loi du 26 juin 2002	1184
Sous-section 2 – Définitions et champ d'application de la loi	1186
Sous-section 3 – Les sommes payables par le Fonds	1190
§ 1 <sup>er</sup> – Le paiement de l'indemnité de fermeture	1190
§ 2 – Le paiement des rémunérations, indemnités et avantages contractuels	1190
§ 3 – Le paiement des indemnités de transition	1193
§ 4 – Le paiement des indemnités complémentaires dues à certains travailleurs protégés	1196
§ 5 – Intervention en cas de force majeure	1196
§ 6 – Indemnité complémentaire de prépension	1196
§ 7 – Retenues sociales et fiscales et paiement des cotisations patronales	1197
§ 8 – Faillites transnationales	1197
Sous-section 4 – Paiements par le Fonds	1198
Sous-section 5 – Les actions et privilèges du Fonds de fermeture	1200
Section 8 – Le concours entre les travailleurs, le Fonds d'indemnisation, l'ONSS et le fisc	1203
<b>Chapitre 27. La phase préparatoire de la faillite</b>	1205
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1205
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les régimes de 1851 et 1997	1205
Sous-section 2 – Innovations des lois du 4 septembre 2004, du 6 décembre 2005 et du 19 octobre 2015	1206
Sous-section 3 – Innovations de la loi du 11 août 2017	1208
ANTHEMIS	1865

Sous-section 4 – Mission des curateurs pendant la période préparatoire	1208
Section 2 – La constatation, l'administration et la conservation de l'actif	1209
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les opérations des premiers jours suivant le jugement déclaratif	1209
§ 1 <sup>er</sup> – Acceptation par le curateur de la mission	1209
§ 2 – Descente de faillite	1210
§ 3 – Audition du failli	1213
§ 4 – Aides au failli	1215
§ 5 – Rapports avec les travailleurs	1216
§ 6 – Gratuité de la procédure	1216
§ 7 – Apposition des scellés	1217
§ 8 – Signification, publication et notification du jugement déclaratif	1217
§ 9 – Remise ou abandon de ventes	1218
§ 10 – Correspondance du failli	1218
§ 11 – Poursuite immédiate de certains contrats	1218
§ 12 – Précompte immobilier. Taxes de circulation	1219
Sous-section 2 – L'inventaire et les archives	1220
§ 1 <sup>er</sup> – L'inventaire	1220
§ 2 – Archives du failli et des curateurs	1223
Sous-section 3 – Mesures conservatoires	1225
Sous-section 4 – Clôture des comptes et bilan de liquidation	1229
Sous-section 5 – Recouvrements des créances et transactions. Procès en cours et recours fiscaux	1232
Sous-section 6 – Poursuite des activités	1237
§ 1 <sup>er</sup> – Contexte	1237
§ 2 – Conditions, procédure et effets de la poursuite d'activités	1240
Sous-section 7 – Réalisation des actifs	1242
Sous-section 8 – Consignation des deniers. Paiements aux créanciers	1243
Sous-section 9 – Mémoire des curateurs au juge- commissaire et au procureur du Roi	1244

Section 3 – La détermination du passif.	
Déclaration et vérification des créances	1245
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contexte. Innovations	1245
Sous-section 2 – La déclaration des créances	1245
Sous-section 3 – Déclarations tardives	1253
Sous-section 4 – Vérification des créances	1255
§ 1 <sup>er</sup> – Innovations	1255
§ 2 – La procédure de vérification des créances	1256
Sous-section 5 – Contredits	1258
Sous-section 6 – Jugement des contestations	1259
Sous-section 7 – Effets de l’admission ou du rejet des créances	1261
Section 4 – Procédure de clôture pour cause d’insuffisance d’actif	1264
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Notion et objectifs	1264
Sous-section 2 – Conditions	1265
Sous-section 3 – Procédure	1266
Sous-section 4 – Effets	1267
<b>Chapitre 28. La liquidation et la clôture de la faillite</b>	1271
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1271
Section 2 – Principes généraux	1273
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Début de la liquidation	1273
Sous-section 2 – Contrôle et informations sur les opérations de liquidation	1273
Sous-section 3 – Application à certaines opérations des règles de la procédure préparatoire	1274
Section 3 – Règles propres aux liquidations	1275
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Traités à forfait	1275
Sous-section 2 – Réalisations d’actifs	1275
§ 1 <sup>er</sup> – Critères	1275
§ 2 – Contestations	1277
§ 3 – Obligations et garanties	1278
Sous-section 3 – Ventes mobilières	1280
Sous-section 4 – Transfert d’une entreprise en activité avec engagements complémentaires au prix	1283
ANTHEMIS	1867

Sous-section 5 – Ventes immobilières	1284
§ 1 <sup>er</sup> – Pouvoirs des curateurs et du créancier hypothécaire premier inscrit	1284
§ 2 – Vente publique	1288
§ 3 – Vente de gré à gré	1290
Section 4 – Aspects fiscaux	1295
Section 5 – Les dettes de masse	1296
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L'évolution de la notion dans la jurisprudence	1296
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1296
§ 2 – Controverses jurisprudentielles et doctrinales antérieures à la loi du 8 août 1997 sur les faillites	1297
§ 3 – Le projet de réforme de 1997 et les controverses ultérieures	1299
Sous-section 2 – Régime actuel	1300
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1300
§ 2 – Dettes de masse d'origine contractuelle	1301
§ 3 – Dettes de masse d'origine quasi contractuelle	1304
§ 4 – Dettes de masse d'origine quasi délictuelle et délictuelle	1304
§ 5 – Dettes de masse fictives d'origine légale	1308
§ 6 – Cas particuliers	1311
§ 7 – Droits des créanciers <i>de la masse</i>	1315
Section 6 – Les répartitions	1319
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principe	1319
Sous-section 2 – Intérêts hors masse passive	1321
Sous-section 3 – Associations sans but lucratif et organisations non bénévoles	1323
Section 7 – Reddition des comptes et clôture de la faillite	1323

<b>TITRE VII</b>	
<b>GARANTIES DE PAIEMENT ET RESPONSABILITÉS</b>	1329
<b>Chapitre 29. Les sûretés réelles et les privilèges</b>	1331
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1331
Section 2 – Le gage	1333
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Innovations	1333

Sous-section 2 – Dispositions communes aux gages avec ou sans dépossession	1334
§ 1 <sup>er</sup> – Constitution, preuve, opposabilité et durée	1334
§ 2 – Assiette. Créance garantie	1336
Sous-section 3 – Le gage de registre	1340
§ 1 <sup>er</sup> – Le Registre national des gages	1340
§ 2 – Opposabilité du gage de registre	1342
§ 3 – Droits et obligations des parties au gage de registre pendant le cours de la convention	1345
Sous-section 4 – Le gage avec dépossession	1346
§ 1 <sup>er</sup> – Gage de biens corporels	1346
§ 2 – Gage sur créance	1348
Sous-section 5 – Exécution et réalisation du gage	1350
Sous-section 6 – Rang	1353
Sous-section 7 – Dispositions propres à la protection des consommateurs	1354
Section 3 – La clause de réserve de propriété, la cession fiduciaire à titre de sûreté et le droit de rétention	1356
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1356
Sous-section 2 – La clause de réserve de propriété	1356
Sous-section 3 – La cession fiduciaire à titre de sûreté	1359
Sous-section 4 – Le droit de rétention	1361
Section 4 – L'hypothèque	1365
Section 5 – Les privilèges	1366
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Considérations introductives	1366
§ 1 <sup>er</sup> – Objectif de la section	1366
§ 2 – Notions générales	1366
§ 3 – Droits conférés	1368
§ 4 – Conflits entre créanciers privilégiés	1368
§ 5 – Responsabilité des curateurs et liquidateurs	1370
Sous-section 2 – Privilèges sur la généralité des meubles et immeubles	1370
Sous-section 3 – Les privilèges mobiliers généraux	1375
§ 1 <sup>er</sup> – Articles 19 à 19, 3 <sup>o</sup> <i>bis</i>	1375
§ 2 – Article 19, 3 <sup>o</sup> <i>ter</i>	1378
§ 3 – Article 19, 4 <sup>o</sup>	1378
§ 4 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>bis</i>	1379
ANTHEMIS	1869

§ 5 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>ter</i>	1380
§ 6 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>quater</i>	1381
§ 7 – Article 19, 4 <sup>o</sup> <i>septies à decies</i>	1381
§ 8 – Article 19, 5 <sup>o</sup>	1382
§ 9 – Article 19, 6 <sup>o</sup>	1382
§ 10 – Privilèges mobiliers établis par des lois particulières	1382
Sous-section 4 – Les privilèges mobiliers particuliers	1384
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1384
§ 2 – Le privilège du bailleur d'immeubles	1385
§ 3 – Le privilège du conservateur	1395
§ 4 – Le privilège du vendeur d'effets mobiliers	1405
§ 5 – Le privilège de la victime d'une infraction en matière de transport de choses par route	1410
§ 6 – Les privilèges de l'article 20, 7 <sup>o</sup> à 11 <sup>o</sup> , de la loi hypothécaire	1410
§ 7 – Le privilège du sous-traitant	1412
§ 8 – Autres privilèges résultant de lois spéciales	1414
<b>Chapitre 30. Les inopposabilités de la période suspecte et des actes frauduleux antérieurs</b>	1417
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1417
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	1417
Sous-section 2 – Antécédents et innovations	1420
Section 2 – Détermination de la période suspecte.	
Fixation de la date de cessation de paiement	1422
Section 3 – Les inopposabilités de la période suspecte	1427
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	1427
Sous-section 2 – Les inopposabilités obligatoires	1428
§ 1 <sup>re</sup> – Vue d'ensemble	1428
§ 2 – Libéralités	1429
§ 3 – Actes lésionnaires	1431
§ 4 – Paiements anormaux	1432
§ 5 – Constitutions de garanties réelles pour des dettes antérieures	1436
Sous-section 3 – Les inopposabilités facultatives	1439
§ 1 <sup>er</sup> – Vue d'ensemble	1439
§ 2 – Paiements et actes à titre onéreux	1439
§ 3 – Les inscriptions hypothécaires tardives	1444



Section 4 – L'inopposabilité d'actes antérieurs à la période suspecte	1446
Section 5 – Exercice et effets de l'action en rapport	1451
<b>Chapitre 31. La sanction civile des fautes liées à la faillite – Notions générales et droit commun</b>	1457
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1457
Section 2 – La responsabilité de droit commun de l'article 1382 du Code civil	1460
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Article 1382 du Code civil	1460
Sous-section 2 – Éléments constitutifs de la responsabilité de l'article 1382 du Code civil	1460
Sous-section 3 – Aspects propres aux dirigeants d'entreprise	1468
Sous-section 4 – Mission des dirigeants. Aspects particuliers	1478
Section 3 – Fautes aquiliennes liées à la situation d'entreprises en difficulté	1482
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Non-paiement ou paiement irrégulier de rémunérations	1482
Sous-section 2 – Omission de l'aveu de la faillite	1484
Sous-section 3 – Poursuite d'une activité irréremédiablement compromise	1486
Sous-section 4 – Organisation de la faillite. Transferts d'actifs. Confusion	1489
Section 4 – Quelques références relatives aux responsabilités propres à certaines professions confrontées à des entreprises en difficulté	1492
<b>Chapitre 32. Les sanctions civiles du droit de l'insolvabilité</b>	1495
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1495
Section 2 – L'imputation de passif et la faillite par répercussion	1496
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L'extension de faillite	1496
Sous-section 2 – L'imputation de passif	1502
Section 3 – L'interdiction professionnelle facultative	1504
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les régimes antérieurs	1504
ANTHEMIS	1871

Sous-section 2 – Le nouveau régime. Introduction	1507
Sous-section 3 – Conditions et nature de l'interdiction facultative	1509
Sous-section 4 – Procédure et effets de l'interdiction facultative	1518
Section 4 – Les fautes sanctionnées par le livre XX du Code de droit économique relatif au droit de l'insolvabilité	1521
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1521
Sous-section 2 – Dispositions communes	1522
Sous-section 3 – Faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite	1526
Sous-section 4 – Récidive dans le non-paiement des cotisations sociales	1533
Sous-section 5 – Poursuite d'activité irrémédiablement compromise	1536
Section 5 – Législation fiscale. Non-paiement des dettes de précompte professionnel ou de TVA	1538
<b>Chapitre 33. Les sanctions civiles du Code des sociétés et des associations</b>	1549
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1549
Section 2 – La responsabilité des promoteurs, fondateurs et associés	1550
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Les promoteurs	1550
Sous-section 2 – Les fondateurs	1552
§ 1 <sup>er</sup> – Notion	1552
§ 2 – Irrégularités lors de la constitution	1553
§ 3 – Sous-capitalisation manifeste	1555
§ 4 – Responsabilités de droit commun des fondateurs et autres intervenants à la constitution	1561
§ 5 – Prescription	1563
Sous-section 3 – Les associés et actionnaires	1563
Section 3 – La responsabilité des administrateurs	1568
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Contexte	1568
Sous-section 2 – Régime général	1571
§ 1 <sup>er</sup> – Préambule	1571

§ 2 – Faute de gestion	1572
§ 3 – Violation du Code des sociétés ou des statuts	1575
Sous-section 3 – Applications particulières	1577
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1577
§ 2 – Conflits d'intérêts	1577
§ 3 – La procédure de la sonnette d'alarme	1583
Sous-section 4 – Obligations de garantie	1592
Sous-section 5 – Atténuation de la responsabilité des administrateurs	1596
§ 1 <sup>er</sup> – Droit commun	1596
§ 2 – Plafonnement de responsabilité	1597
Section 4 – La responsabilité des organes de gestion journalière	1600
Section 5 – La responsabilité des commissaires	1601
Section 6 – La responsabilité des liquidateurs	1603
Section 7 – Extinction de la responsabilité des mandataires des sociétés	1606
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Prescription quinquennale	1606
Sous-section 2 – Décharge	1608
Sous-section 3 – Démission	1610
Section 8 – La mise en cause de la responsabilité des dirigeants et de leurs auxiliaires	1610
<b>Chapitre 34. Les sanctions pénales liées à la faillite</b>	1615
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1615
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1615
Sous-section 2 – Innovations du livre XX	1617
Section 2 – Les infractions liées à la faillite	1618
Sous-section 1 <sup>re</sup> – L'état de faillite comme élément constitutif	1618
Sous-section 2 – L'autonomie du juge pénal à défaut de jugement ou d'arrêt déclaratif de faillite et en matière de fixation de la cessation de paiement	1619
Sous-section 3 – Engagements excessifs et inexécution des obligations imposées par la loi sur les faillites	1622
ANTHEMIS	1873

Sous-section 4 – Moyens ruineux, emplois injustifiés, créanciers favorisés, omission de l'aveu	1623
Sous-section 5 – Détournement ou dissimulation de l'actif et soustraction des livres comptables	1625
Sous-section 6 – Dissimulation ou recel de l'actif par des tiers. Déclarations de créances supposées ou exagérées	1628
Sous-section 7 – Malversations des curateurs	1629
Sous-section 8 – Publication du jugement	1630
Sous-section 9 – Constitution de partie civile	1630
Section 3 – Les infractions indépendantes de l'état de faillite	1631
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Organisation frauduleuse d'insolvabilité	1631
Sous-section 2 – Abus de biens sociaux	1632
Sous-section 3 – Autres infractions	1636
Section 4 – La responsabilité pénale des personnes morales	1637

## TITRE VIII

### LES INSOLVABILITÉS TRANSFRONTALIÈRES 1639

<b>Chapitre 35. Le règlement communautaire relatif aux procédures d'insolvabilité</b>	1641
Section 1 <sup>re</sup> – Préambule	1641
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Introduction	1641
Sous-section 2 – Origine	1642
Sous-section 3 – Le règlement 2015/848	1643
Section 2 – Champ d'application du règlement (article 1)	1646
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Champ d'application matériel	1646
Sous-section 2 – Champ d'application personnel	1652
Sous-section 3 – Champ d'application territorial	1653
Section 3 – Compétence juridictionnelle internationale (articles 3 à 6)	1653
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue générale	1653
Sous-section 2 – Procédure d'insolvabilité principale	1655
§ 1 <sup>er</sup> – Critère de juridiction	1655

§ 2 – Centre des intérêts principaux.	
Notion et localisation	1656
§ 3 – Effets	1657
Sous-section 3 – Procédure d’insolvabilité territoriale	1658
§ 1 <sup>er</sup> – Critère de juridiction	1658
§ 2 – Établissement. Notion	1659
§ 3 – Effets	1660
Sous-section 4 – Compétence juridictionnelle pour les actions dérivées	1661
Section 4 – Règles de conflit. Application de la <i>lex concursus</i> . Exceptions (articles 7 à 18)	1662
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Application de la <i>lex concursus</i>	1662
Sous-section 2 – Dérogations à l’application de la <i>lex concursus</i>	1668
§ 1 <sup>er</sup> – Introduction	1668
§ 2 – Droits réels des tiers	1668
§ 3 – Compensation	1672
§ 4 – Loi applicable aux réserves de propriété, biens immobiliers et systèmes de paiement	1673
§ 5 – Loi applicable aux contrats de travail	1676
§ 6 – Loi applicable aux droits soumis à enregistrement, brevets, actes préjudiciables, tiers acquéreur	1677
§ 7 – Instances en cours	1678
Section 5 – Reconnaissance des décisions d’ouverture des procédures d’insolvabilité et des décisions en découlant (articles 19, 20, 22, 23, 32 et 33)	1679
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Reconnaissance des décisions d’ouverture	1679
Sous-section 2 – Autres décisions	1682
Sous-section 3 – Exception d’ordre public	1682
Sous-section 4 – <i>Exequatur</i>	1684
Section 6 – Pouvoirs des praticiens de l’insolvabilité (article 21)	1684
Section 7 – Procédures secondaires (articles 34 à 38 et 46 à 53)	1685
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Compétence. Procédure. Loi applicable	1685
Sous-section 2 – Engagement destiné à éviter une procédure d’insolvabilité secondaire	1687
ANTHEMIS	1875

Sous-section 3 – Rapports entre les procédures, conversion, suspension, plan de restructuration, clôture, surplus d'actif, mesures conservatoires	1690
Section 8 – Coopération et communication (articles 41 à 44 et 56 à 60)	1693
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Principes généraux	1693
Sous-section 2 – Coopération et communication entre praticiens de l'insolvabilité	1694
Sous-section 3 – Coopération entre juridictions	1696
Sous-section 4 – Coopération entre juridictions et praticiens	1697
Sous-section 5 – Frais	1698
Section 9 – Information des créanciers et production de leurs créances (articles 45 et 53 à 55)	1698
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Déclarations de créance	1698
Sous-section 2 – Autres droits des créanciers	1701
Section 10 – Procédure de coordination collective au sein des groupes de sociétés (articles 61 à 77)	1701
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Vue générale	1701
Sous-section 2 – Ouverture d'une procédure de coordination collective	1702
Sous-section 3 – Nomination et révocation du coordinateur	1704
Sous-section 4 – Extension du périmètre de la procédure de coordination collective. Participation volontaire	1704
Sous-section 5 – Missions et droits du coordinateur	1705
Sous-section 6 – Coûts de la coordination et répartition entre les intéressés	1706
Section 11 – Protection des données et dispositions abrogatoires et finales (articles 78 à 84 et 90)	1707
<b>Chapitre 36. La réglementation belge des insolvabilités transfrontalières</b>	1709
Section 1 <sup>re</sup> – Introduction. Innovations	1709
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Aperçu	1709
Sous-section 2 – Innovations	1709

Section 2 – Compétence juridictionnelle internationale des juridictions belges. Loi applicable.	
Reconnaissance	1713
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Compétence juridictionnelle	1713
Sous-section 2 – Droit applicable aux procédures d’insolvabilité ouvertes en Belgique	1714
Sous-section 3 – Reconnaissance des décisions étrangères d’ouverture d’une procédure d’insolvabilité	1716
Section 3 – Dispositions relatives aux conditions et à l’ouverture de la procédure d’insolvabilité	1717
Sous-section 1 <sup>re</sup> – Règles communes à toutes les procédures transfrontalières	1717
Sous-section 2 – Règles spécifiques aux procédures d’insolvabilité couvertes par le règlement 2015/848	1718
Section 4 – Dispositions relatives aux praticiens de l’insolvabilité	1719
Section 5 – Dispositions relatives aux missions des juges délégués et juges-commissaires en matière de coordination et de coopération	1722
Section 6 – Droits et obligations des créanciers et débiteurs de l’insolvabilité	1723
<b>Bibliographie</b>	1725
<b>Index analytique</b>	1803